

Vers des territoires frugaux

Philippe Madec s'est engagé depuis de nombreuses années dans la mise en œuvre des principes du développement durable en architecture et en aménagement. Multiprimé, lauréat 2012 du Global Award for Sustainable Architecture, il milite pour des territoires respectueux des héritages écologiques et culturels locaux et pour des constructions décarbonées. Le Manifeste pour une frugalité heureuse et créative s'inscrit dans cette perspective.

souhaitons dire que le monde des bâtisseurs et des aménageurs devait assumer sa responsabilité dans le dérèglement global. 40 % des émissions de gaz à effet de serre viennent du bâtiment et de la construction et 20 % des déplacements. La part d'un architecte urbaniste y est considérable ; construire et aménager un territoire est en grande partie à l'origine de notre situation. Aussi, l'attention à la ressource nous paraît indispensable, en termes de matière, d'environnement mais aussi de technologie, d'énergie et de sols.

■ ■ **Votre approche est attentive à l'empreinte écologique des opérations que vous menez, cela vous permet-il de développer une vision systémique ?**

Il faut forcément avoir une vision systémique. On le voit quand on calcule l'empreinte écologique d'un projet. Il existe quatre catégories : le déplacement, le logement, l'alimentation, les biens et services. Or si le logement et le déplacement sont liés à l'activité des urbanistes et des paysagistes – on va dire des aménageurs – il en va de même pour l'accès aux biens et services, ainsi qu'à l'alimentation. La disposition dans le territoire des activités et la relation entre l'urbain et l'agricole dépendent des décisions d'aménagement. Il s'agit dès lors de ne pas opposer les catégories les unes aux autres et de les penser comme appartenant à un même système.

C'est pour cela que je défends la notion d'établissement humain.

■ ■ **Pouvez-vous m'en dire plus sur cette notion ?**

Elle date du XX^e siècle et parle de l'ensemble du dispositif technique nécessaire à l'Homme (à la fois les équipements, les infrastructures...) pour vivre sur Terre. L'établissement humain n'a pas d'échelle et est multiple : il est à la fois rural, littoral, urbain, montagnard, de plaine ou de mer. La notion n'est pas récente, elle apparaît chez un géographe français, Vidal de la Blache, et va être très utilisée par les Modernes. L'Onu lui consacre même un programme avec un sommet qui se tient tous les vingt ans, le dernier en date étant Habitat III.

■ ■ **En quoi cette posture imprègne-t-elle votre pratique professionnelle ?**

La pratique de la frugalité, en n'opposant pas le rural à l'urbain par exemple, m'a amené à travailler très tôt sur les territoires ruraux et à être considéré comme l'un des pionniers de l'aménagement des bourgs. Penser les territoires en termes d'établissement humain demande d'accepter leur complexité et de penser les différentes échelles en même temps.

■ ■ **Il nous faut donc réinventer l'aménagement du territoire ?**



PIERRE VIVES BRUNAUD

Une vue sur l'ÉcoQuartier des Noés au Val de Reuil, qui a reçu, entre autres, le Grand Prix de l'aménagement en 2015, et le Grand Prix "villes durables" des Green Solutions Awards en 2017.



Diagonal : Vous êtes à l'initiative, avec Dominique Gauzin-Müller et Alain Bornarel, du Manifeste pour une frugalité heureuse et créative (1). En quoi un territoire peut-il atteindre la frugalité ?

Philippe Madec : Seul, il n'y arrivera pas. Un territoire n'agit pas, il

"est agi". C'est une question d'acteurs, en fait. Nous

Ici une maquette de l'opération des Noés, qui rend compte de la diversité des habitats et de l'abondance de la végétation.



ATELIER PHILIPPE MADEC

Le retour à l'aménagement du territoire est utile. Mais l'enjeu n'est plus de l'aménager mais de le ménager. Ce passage au ménagement est absolument indispensable. Pour le PLU de Paris, j'ai proposé qu'on arrête de faire des Zac. Elles ont homogénéisé l'urbain et l'architecture en France. Plutôt que des zones d'aménagement concerté, faisons des zones de ménagement concerté.

■ ■ *C'est une belle formule, très évocatrice des intentions qui la guident.*

C'est une formule qui sert à rassembler les gens. Vouloir ménager le territoire, implique d'en prendre soin, d'arrêter l'étalement urbain et l'imperméabilisation. La vraie question est : faut-il construire ? Elle doit se poser pour chaque projet, car ils s'inscrivent toujours dans des conditions spécifiques. En Île-de-France, il y a 4 400 000 mètres carrés de bureaux vides, on a livré, l'année dernière, plus d'1 400 000 mètres carrés de nouveaux bureaux. Dans le même temps, plus de 16 % de logements vacants existent dans Paris. Par contre, Brasparts, un petit village du centre du Finistère, ne dispose plus de logements à vendre car la pandémie et la canicule l'ont rendu très attractif. Et il y a même un retour vers des commerces que l'on pensait en déshérence. Les problématiques sont singulières et les réponses différentes à Paris, en bord d'Île-de-France ou au centre d'une région.

■ ■ *La réhabilitation va-t-elle devenir le grand chantier de demain ?*

Pour nous, elle sera le cœur du travail. La nature même du bâtiment nous y amène. Philippe Pelletier le dit : "Les cinquante dernières années ont servi à reconstruire, les cinquante années à venir vont servir à réhabiliter." Il y a une durée de vie des bâtiments, des techniques, des standards, qui rendent indispensables la réhabilitation. D'autant qu'on ne construit chaque année que 1 % de l'équivalent du bâti existant. Ce n'est pas avec le neuf que l'on va résorber les 40 % d'émissions de GES. Pour des questions techniques, mais aussi écologiques évidentes, le travail sur l'existant est plus que jamais d'actualité.

■ ■ *Pour autant les coûts liés ne constituent-ils pas un frein ?*

L'Ademe a fait des études sur trois ou quatre programmes qui ont montré que la réhabilitation coûte moins cher. La réhabilitation est plus rapide et pollue moins. À Val-de-Reuil j'ai réalisé un ÉcoQuartier, l'Écovillage des Noés, Il a reçu à peu près tous les prix possibles en France et même à l'étranger. J'ai mis dix ans, de 2009 à 2019, à le concevoir. Je l'ai dessiné en tant qu'urbaniste et réalisé en tant qu'architecte. Devant son succès et la qualité de vie qu'il offre aux habitants, le maître d'ouvrage qui est aussi le propriétaire d'un lotissement à caractère social, le hameau de l'Andelle, nous a demandé de réhabiliter ce dernier. Il s'agit de maisons Phénix, mais, en leur donnant un niveau BBC Effinergie et en travaillant sur les qualités urbaines (des espaces publics sans la voiture), le coût total investi par maison atteint 55 000 euros. Alors que le prix moyen d'un logement social pour un T3 se situe entre 160 000 et 170 000 euros.

■ ■ *Pour répondre aux enjeux d'aujourd'hui, il faut parfois repenser les typologies d'habitat, les redessiner pour les rendre désirables. Alors, comment fait-on ?*

La métropole de Rennes a demandé à une association que j'ai créée, la Team Solar, de réfléchir aux conditions qui permettraient à des gens d'habiter les centres bourgs de la seconde couronne rennaise. Nous avons donc pensé aux moyens de rendre attractifs les dents creuses et les logements abandonnés, plutôt que de faire des lotissements tout autour.

Nous avons établi la liste des profils sociologiques pouvant être intéressés et nous avons montré que l'enjeu ne portait pas seulement sur la qualité du logement, mais aussi sur une relation particulière au territoire. Il fallait donc assortir cette possibilité d'habiter les centres bourgs de seconde couronne de cartes/forfait, qui présentent l'accès à un panel de moyens de transport en commun, et aux énergies alternatives.

Ajoutez à cela la question des hameaux. Dans les dernières lois d'aménagement du territoire, le réaménagement des

Sobriété et territoires

hameaux était considéré comme de l'étalement urbain. Or les hameaux sont tombés en ruine, alors que leur patrimoine est utile à l'entretien des territoires. Il faut donc les réinvestir avec intelligence. Protéger le patrimoine rural qui existe depuis longtemps, constitue une vraie nécessité d'aménagement, ou en tout cas de réflexion sur le territoire et sur ses occupations. Dans les secteurs urbains c'est plus facile – on sait faire cela depuis longtemps. Ce qu'on ne sait pas, c'est se protéger de la chaleur, et pour cela il faut changer un peu de lunettes et penser à plus de qualité de vie.

■ ■ ■ L'agriculture urbaine peut-elle aider à changer de modèle ?

Si la notion d'établissement humain sert de fil directeur, on ne peut pas séparer la question de l'agriculture de celle de l'urbain. Mon atelier a réalisé, à Marne-la-Vallée, un ÉcoQuartier, celui de Montévrain, sur 150 hectares. Nous avons proposé d'utiliser les 20 hectares du centre, un magnifique talweg entre le plateau Briard et la Marne – de fait invendable – pour y mettre un cœur agro-urbain. Il est aujourd'hui entouré par un urbanisme plus dense que ce qui existe habituellement à Marne-la-Vallée, avec des systèmes de dessertes de proximité.

Nous avons fait la démonstration qu'en enlevant 20 hectares, il était possible de faire plus d'urbanité. Ce modèle-là, la direction générale d'établissement public de Marne-la-Vallée l'a intégré au point qu'elle a décidé de sanctuariser plus de 200 hectares dans Marne-la-Vallée. L'objectif est de reproduire cette idée d'agriculture urbaine, pour fabriquer du circuit court et évidemment de l'agriculture bio, puisque vous êtes en ville.

■ ■ ■ En termes de frugalité, quand on ne peut éviter de construire, l'architecture bioclimatique offre une réponse. Pourquoi est-elle si peu développée en France ?

L'architecture bioclimatique et son enseignement apparaît à Princeton dans les années 1960. L'engouement pour le solaire et le bioclimatique se déploie, y compris en France, à la suite des premières crises pétrolières. Il y a eu des programmes pour plus de 5 000 maisons solaires. Mais la question de l'énergie prend le dessus à partir des années 1980.

Quand la HQE arrive, le bioclimatique se trouve associé à la notion d'écoconstruction et ne réémerge pas à cette occasion-là. On en parle davantage maintenant, parce qu'on a compris que les enjeux n'étaient pas seulement ceux de l'énergie, mais bien plus écosystémiques, avec une conception urbaine et architecturale plus frugale.

■ ■ ■ Dans cette perspective, quelle place donnez-vous à la démarche low-tech ?

Le low-tech apparaît dans les mêmes années que le bioclimatisme, et au même moment que le high-tech. C'est l'effet de balancier. Les modernes défendent le high-tech, et les postmodernes seront plutôt low-tech. Où en est-on aujourd'hui ? La tendance high-tech s'est transformée en smart tech. Le modernisme high-tech/smart-tech est dans une même continuité. "Smart" signifie fabriquer de la donnée : modernisme, productivisme, financiarisation. Ce n'est pas notre histoire. Je suis membre du chapitre Europe du Club de Rome. Un rapport établi en 1997

s'appelle *Facteur 4* et son sous-titre *Deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources*. Quel autre programme d'avenir est-il possible d'avoir ? J'ai sorti un livre en octobre dernier, qui s'intitule *Mieux avec moins* (2). J'y explique que l'architecture invente une autre catégorie, le "right-tech", c'est-à-dire la technique juste. L'emploi de la bonne technique pour le bon usage, en bonne quantité pour le bon budget, constitue la juste manière de faire, pour choisir ce qui convient selon les cas.

■ ■ ■ Le "right-tech" implique un certain pragmatisme. Mais cela ne risque-t-il pas de se faire au détriment de la frugalité ?

Non, Je vais vous donner un exemple parmi d'autres. Je réalise en ce moment, à Brest, le conservatoire botanique national. J'ai prescrit une architecture en bois, avec ventilation naturelle, isolation en paille ou en matières biosourcées. Mais les conditions du monde du bâtiment brestois ne permettent pas d'utiliser autant de bois. Aussi, pour construire le plus grand bâtiment de l'ouest isolé en paille (soit 2 200 bottes de paille), je choisis de garder des structures métalliques pour la serre. J'utilise la technique adaptée qui aboutit à un vrai projet écoresponsable, démonstrateur ici de la paille en isolation de grands bâtiments publics. Ce sont des choix stratégiques.

■ ■ ■ Cette notion de "right-tech" est donc essentielle pour comprendre ce que vous entendez par frugalité ?

Le "right-tech", c'est-à-dire la justesse, est totalement au cœur de la frugalité. La frugalité, nous la définissons comme l'objectif. Frugal vient de "fruit" en latin (*frux, frugis*). Frugal signifie la récolte du fruit. Et fructueux implique une bonne récolte. Nous voulons faire de justes récoltes : ne pas blesser la planète et rassasier ceux qui la font. Tout est lié.

■ ■ ■ Dans cette perspective, quelle place y a-t-il pour l'implication citoyenne ?

Nombre d'exemples montrent la voie, les initiatives citoyennes se multiplient, il y en a partout. Les sociétés civiles, fortes de groupes de citoyens investis, ménagent mieux le territoire dont ils sont proches que l'État. J'attends que ce dernier les autorise à intervenir plus largement. Mais pour aller plus loin, il nous manque un outil théorique qui permette de penser la vie, la dissémination, non pas comme un système de réseau, mais comme une condition d'interdépendance, de coexistence, de superposition, de complexité finalement. ■
Propos recueillis par Virginie BATHÉLLIER



Croquis sur la faisabilité d'une rue piétonne dans le quartier de Montévrain, à Marne-la-Vallée.

(1) Manifeste pour une frugalité heureuse et créative dans l'architecture et l'aménagement des territoires urbains et ruraux - 2018.
(2) Philippe Madec, *Mieux avec moins*, 2021, Éditions Terre Urbaine.